

*Initiatives ministérielles*

Tout contribuable canadien, et pas seulement ceux qui boivent et fument, finit donc par assumer ces coûts en payant des impôts plus élevés.

La seule façon de vraiment éliminer le problème consiste à réduire la rentabilité de la contrebande, à priver les contrebandiers de leurs profits. Pour cela, il faut réduire les coûts et les impôts. En réduisant l'écart de coûts entre les cigarettes passées en contrebande et celles qui sont vendues au détail, les fumeurs seront moins tentés de rechercher et d'acheter des cigarettes dont la vente est illégale et, sur une plus grande échelle, le crime organisé ne pourra plus tirer profit de la contrebande.

Ce n'est qu'en éliminant le profit qu'on viendra à bout de la contrebande. Si l'on s'en tient uniquement à l'exécution de la loi, sans éliminer la marge de profit, on ne réglera pas ce problème de taille.

Il ne faut pas oublier que ce projet de loi vise avant tout un marché de la contrebande qui rapporte plusieurs milliards de dollars. Si le gouvernement fédéral et les provinces imposent les cigarettes et les boissons alcoolisées, ce n'est pas seulement pour freiner leur consommation, mais aussi pour en tirer des recettes et financer d'autres programmes. La présumée sainte taxe combinée aux campagnes de sensibilisation aux risques pour la santé ne viendront pas complètement à bout de l'utilisation et de l'abus de ces substances.

Quelle était la situation avant que cette mesure soit présentée? La situation, c'est que les gens fumaient et buvaient, sauf que l'achat de cigarettes profitait à une économie souterraine. Cette mesure est une tentative pour mettre à jour les profits réalisés. Il revient à tous les Canadiens de s'attaquer au problème dans leurs foyers, leurs écoles et leurs collectivités. Si le gouvernement devait prendre d'autres mesures, nous devons alors étudier attentivement toutes les solutions possibles. Ce projet de loi vise le crime organisé, les entreprises de tabac et le respect de la loi.

Ceux qui s'opposent à cette mesure, notamment certains membres de mon caucus, ont centré leur attention sur les coûts des soins de santé, le nombre croissant de jeunes fumeurs et la perte de recettes au moment même où le gouvernement peut le moins se le permettre.

On peut décourager les fumeurs autrement qu'en misant uniquement sur les impôts. Par exemple, on pourrait exiger des primes d'assurance différentes des fumeurs et des non-fumeurs. La même chose serait possible pour ceux qui boivent et ceux qui ne boivent pas—exactement comme on le fait pour les primes d'assurance automobile. On le fait jusqu'à un certain point avec les examens médicaux, mais nous pourrions aller plus loin, c'est-à-dire être plus spécifique et établir les coûts des soins de santé susceptibles d'être dispensés à une personne, compte tenu que certaines habitudes de celle-ci, même si elles sont légales, peuvent entraîner des coûts plus élevés pour les contribuables. Cette personne pourrait donc se voir imposer des primes plus élevées.

Par ailleurs, les programmes de sensibilisation et d'information en ce qui a trait aux conséquences liées à la consommation de produits du tabac devraient être reconnus comme un facteur d'influence, mais non comme une fin en soi. En effet, malgré tous les sermons faits par les parents à leurs enfants, malgré les

nombreuses annonces publicitaires faites à la télévision, et malgré les nombreux programmes d'information s'adressant aux enfants et aux personnes de tous âges, les gens continuent de fumer.

Personnellement, j'éliminerais les annonces télévisées parce qu'elles ne sont pas efficaces et que les jeunes s'en moquent carrément. Je ferais plutôt porter les efforts sur une communication directe avec chaque contribuable afin de sensibiliser la population aux dangers liés à l'usage du tabac. Cette stratégie constituerait un investissement beaucoup plus rentable. Je parle ici d'un message direct qui serait adressé aux familles et aux particuliers. Ce message serait préparé de façon professionnelle et viserait à sensibiliser les gens aux problèmes liés à la consommation d'alcool et de produits du tabac. Toute la population recevrait ce message, ce qui n'est pas le cas avec les annonces télévisées qui, en fin compte, profitent essentiellement aux compagnies de télévision.

Je veux aborder d'autres aspects de ce projet de loi. Il existe un organisme appelé Action on Smoking and Health. Des députés ont discuté de l'impact de cette mesure législative sur la consommation de produits du tabac et sur le coût des soins de santé. Personnellement, je pense que ces deux aspects se confondent. Je ne suis pas d'accord pour dire qu'une baisse du prix des cigarettes se traduira par une consommation accrue. Comme l'a fait valoir mon collègue, 97 p. 100 des cigarettes fabriquées et exportées aux États-Unis sont réintroduites au Canada pour les fins d'une économie souterraine. Peu importe quel pourcentage ce volume représente par rapport à la quantité totale de cigarettes fabriquées, ce pourcentage est exactement celui qui correspondrait à l'augmentation de la consommation qui serait constatée dans le cadre de toute étude publiée aujourd'hui, demain ou dans un an, parce que ce volume est déjà consommé par la population de toute façon.

● (1205)

Il n'est pas tout à fait juste de se servir de cette donnée et de dire que la consommation de cigarettes augmente par suite de la baisse du prix des cigarettes. Je suis conscient du fait que les gens fument. Plus le prix d'un produit est bas, plus les gens ont les moyens de l'acheter, je l'admets, mais nous devons aussi régler le problème que pose l'économie souterraine. Nous devons réduire les taxes et les impôts et encourager le gouvernement à reconnaître les avantages que procurerait l'allègement du fardeau fiscal.

Comme le demandait mon collègue, comme nous réduisons la taxe sur les cigarettes, devrions-nous aussi diminuer la taxe sur les produits alcoolisés? Oui. Devrions-nous réduire la taxe sur les bijoux et les vêtements importés des États-Unis? Oui. Devrions-nous réduire l'ensemble des taxes et des impôts? Devrions-nous réduire la TPS? Oui. Mais alors, comment paierons-nous toutes nos dépenses? Nous supprimerons toutes les dépenses bêtes et superflues du gouvernement qui ont augmenté encore de 3 milliards de dollars cette année.

Le gouvernement refuse de réévaluer les programmes de chacun des ministères et d'effectuer des compressions. Il refuse d'examiner chacun des programmes. Il verse un milliard de dollars à des entreprises qui ne savent que faire de cet argent. Il